

4° 3 p.c. du Fonds spécial de l'aide sociale pour l'année 1989 sont répartis entre les centres publics d'aide sociale qui bénéficient, sur base des normes prévues sous 1° à 3° inclus, d'une intervention dudit Fonds dont le montant est inférieur à celui qui leur a été alloué par ce Fonds pour l'exercice précédent.

Cette part est répartie sur base et à concurrence de ladite différence.

5° le solde disponible du Fonds spécial de l'aide sociale est réparti entre les centres publics d'aide sociale au prorata de leur part dans le Fonds, en application des points 1°, 4, 5 et 6, et 3°.

Ne bénéficieront pas de cette répartition, les centres publics d'aide sociale auxquels a été alloué en 1989, en application du point 4°, une part supplémentaire du Fonds spécial de l'aide sociale 1989.

Art. 3. Les charges nettes visées à l'article 2 du présent arrêté peuvent être subventionnées à concurrence de 75 p.c. au maximum.

Art. 4. Le calcul de la répartition et de la part du Fonds spécial de l'aide sociale accordée à chaque centre public d'aide sociale, se fait sur base des données recueillies au moyen du questionnaire annexé au présent arrêté. Le questionnaire sera rempli annuellement par lesdits centres publics d'aide sociale et transmis avant le 30 septembre à l'inspection du Ministère de la Communauté flamande.

Art. 5. Lorsqu'un centre public d'aide sociale n'a pas fait parvenir les données visées à l'article 4 du présent arrêté avant la date prévue au même article, il est tenu compte pour le calcul de la répartition et de sa part dans le Fonds spécial de l'aide sociale, de la moitié des données dernièrement connues, dans la mesure où le centre satisfait toujours à la condition prévue à l'article 1er du présent arrêté.

Ce centre public d'aide sociale est également exclu de la répartition, en application des normes 4° et 5° de l'article 2 du présent arrêté.

Art. 6. Une avance égale respectivement à 50 p.c. et à 30 p.c. de la part du Fonds spécial de l'aide sociale allouée pour l'année précédant l'année écoulée, sera versée à chaque centre public d'aide sociale, respectivement au cours du premier et du troisième trimestre de l'année.

Art. 7. Le montant des avances est à valoir sur la part du Fonds spécial d'aide sociale accordée à chaque centre public d'aide sociale, au titre de l'année en cours.

Le solde de cette part est versé dès que le montant définitif du Fonds spécial de l'aide sociale pour l'exercice concerné est connu.

Art. 8. Lorsque le montant des avances versées au centre public d'aide sociale est supérieur à la part dans le Fonds spécial de l'aide sociale allouée à ce centre, la différence est recouvrée par la S.A. Crédit communal de Belgique qui débite le compte ouvert à cet effet pour le centre public d'aide sociale.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989.

Art. 10. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale, de la Famille et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruelles, le 27 juillet 1988.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale, de la Famille et de la Santé publique,
J. LENSENS

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 88 — 1689

16. JUNI 1988

Erlaß der Exekutive bezüglich der Gewährung einer Sonderstudienbeihilfe

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Dekrets vom 26. Juni 1986 über die Gewährung von Studienbeihilfen, insbesondere des Artikels 11, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 3. Dezember 1986 zur Regelung der Unterzeichnung der Erlasse der Exekutive;

Aufgrund des am 26. Mai 1988 abgegebenen Gutachtens des Rates für Studienbeihilfen;

Aufgrund des günstigen Gutachten des Finanzinspektors vom 8. Juni 1988;

Aufgrund des am 13. Juli 1987 unterzeichneten Abkommens mit der Französischen Gemeinschaft;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, wie er durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeändert wurde;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der dringenden Notwendigkeit, die Ausführungsmodalitäten zur Gewährung der Sonderstudienbeihilfen schnellstmöglich festzulegen;

Auf Vorschlag des Gemeinschaftsministers für Ausbildung, kulturelle Animation und Medien, und nach Beratung der Exekutive vom 16. Juni 1988,

Beschliesst :

Artikel 1. Im Rahmen der bereitgestellten Haushaltsmittel gewährt die Deutschsprachige Gemeinschaft den Studenten, die ihren Wohnsitz seit mindestens drei Jahren in der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben und eine belgische Hochschule oder Universität besuchen, eine Sonderstudienbeihilfe, insofern die Studenten als soziale Härtefälle betrachtet werden.

Art. 4. In Ausführung von Artikel 11, § 2, des obenerwähnten Dekretes kann als sozialer Härtefall betrachtet werden, der Student, der sein erstes Studienjahr wiederholt oder ein erstes Studienjahr gleichen Niveaus absolviert und sprachliche und soziale Gründe anführen kann.

Art. 3. In besonderen Fällen kann der Gemeinschaftsminister außer dem in Artikel 2 erwähnten Fall andere soziale Härtefälle anerkennen.

Art. 4. Der Gemeinschaftsminister trifft eine begründete Entscheidung, nachdem er das Gutachten des Rates für Studienbeihilfen eingeholt hat.

Art. 5. Auf Vorschlag des Gemeinschaftsministers, zuständig für Unterrichtsangelegenheiten, legt die Exekutive die Höhe der in diesem Rahmen gewährten Sonderstudienbeihilfe fest.

Art. 6. Alle Anträge, ergänzt durch die Prüfungsergebnisse beider Sitzungen müssen spätestens am 31. Dezember des betreffenden Studienjahres bei der Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingereicht werden.

Art. 7. Die in diesem Erlaß angegebenen Bestimmungen sind gültig für das Schuljahr 1988-1989.

Art. 8. Der Gemeinschaftsminister, in dessen Zuständigkeitsbereich die Ausbildung liegt, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 9. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. September 1988 in Kraft.

Art. 10. Der Erlaß der Exekutive vom 23. September 1987 bezüglich der Gewährung einer Sonderstudienbeihilfe wird für das Schuljahr 1988-1989 aufgehoben.

Eupen, den 16. Juni 1988.

Für die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Vorsitzende der Exekutive,

J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Ausbildung, kulturelle Animation und Medien,

B. FAGNOUL

TRADUCTION

COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 88 — 1689

16 JUIN 1988

Arrêté de l'Exécutif relatif à l'octroi d'une allocation d'études spéciale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone;

Vu le décret du 26 juin 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'études, notamment l'article 11, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1986 réglant la signature des arrêtés de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil des allocations d'études du 26 mai 1988;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances du 8 juin 1988;

Vu la Convention avec la Communauté française, signée le 13 juillet 1987;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, tel que modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de fixer dans les plus brefs délais les modalités pour l'octroi des allocations d'études spéciales,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la Communauté germanophone octroie une allocation d'études spéciale aux étudiants domiciliés depuis au moins trois ans dans la Communauté germanophone et qui fréquentent une école supérieure ou une université belges, pour autant que ces étudiants soient considérés comme cas sociaux.

Art. 2. En exécution de l'article 11, § 2, du décret précité, peut être considéré comme cas social, l'étudiant qui recommence sa première année d'études ou qui poursuit, en première année, des études de même niveau et qui peut invoquer des motifs linguistiques et sociaux.

Art. 3. Dans des cas particuliers, le Ministre communautaire peut reconnaître d'autres cas sociaux que celui mentionné à l'article 2.

Art. 4. Le Ministre communautaire prend une décision motivée après avoir demandé l'avis du Conseil des allocations d'études.

Art. 5. Sur proposition du Ministre communautaire qui a l'enseignement dans ses attributions, l'Exécutif fixe le montant de l'allocation d'études spéciale accordée en l'occurrence.

Art. 6. Toutes les demandes, accompagnées des résultats des examens des deux sessions, doivent parvenir au plus tard le 31 décembre de la Communauté germanophone.

Art. 7. Les dispositions du présent arrêté sont d'application pour l'année scolaire 1988-1989.

Art. 8. Le Ministre communautaire qui a la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1988.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif du 23 septembre 1987 relatif à l'octroi d'une allocation d'études spéciale est abrogé pour l'année scolaire 1988-1989.

Eupen, le 16 juin 1988.

Pour l'Exécutif de la Communauté germanophone,

Le Président de l'Exécutif,

J. MARAITE

Le Ministre communautaire de la Formation, de l'Animation culturelle et des Médias,

B. FAGNOUL

VERTALING

DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 88 — 1689

16 JUNI 1988

Besluit van de Executieve betreffende de toekenning van een bijzondere studietoelage

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 26 juni 1986 betreffende de toekenning van studietoelagen, inzonderheid op artikel 11, § 2;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 december 1986 houdende regeling van de ondertekening van de besluiten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Raad voor studietoelagen van 26 mei 1988;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën van 8 juni 1988;

Gelet op de Conventie met de Franse Gemeenschap, ondertekend op 13 juli 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de uitvoeringsmodaliteiten tot toekenning van de bijzondere studietoelagen zo snel mogelijk vast te leggen,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen verleent de Duitstalige Gemeenschap een bijzondere studietoelage aan de studenten die sedert minstens drie jaar in het Duitse taalgebied woonachtig zijn en die een Belgische hoge school of universiteit bezoeken voor zover de studenten als schrijnende sociale gevallen worden beschouwd.

Art. 2. In uitvoering van artikel 11, § 2, van het bovenvermelde decreet kan als schrijnend sociaal geval worden beschouwd de student die zijn eerste studiejaar overdoet of die een eerste studiejaar van hetzelfde niveau doorloopt en die taal- of sociale redenen kan aanvoeren.

Art. 3. In bijzondere gevallen kan de Gemeenschapsminister buiten het in artikel 2 vermelde geval andere schrijnende sociale gevallen erkennen.

Art. 4. De Gemeenschapsminister neemt een met redenen omklede beslissing nadat hij het advies van de Raad voor studietoelagen heeft ingewonnen.

Art. 5. Op voorstel van de Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort bepaalt de Executieve het bedrag van de in dit verband toegekende bijzondere studietoelage.

Art. 6. Alle vragen moeten samen met de resultaten van de examens van de twee sessies ten laatste op 31 december van het betrokken studiejaar bij de Administratie van de Duitstalige Gemeenschap worden ingediend.

Art. 7. De bepalingen vermeld in dit besluit gelden voor het schooljaar 1988-1989.

Art. 8. De Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheid de vorming behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1988.

Art. 10. Het besluit van de Executieve van 23 september 1987 betreffende de toekenning van een bijzondere studietoelage wordt opgeheven voor het schooljaar 1988-1989.

Eupen, d.d. 16 juni 1988.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

De Voorzitter van de Executieve,

J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL